

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 22/12/2.1

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2022
L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX ET LE DOUZE DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	5	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Anaïs HATRET, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Laetitia QUILICI, (représentée par Monsieur le Maire)
Florence GARRONE, (représentée par Christine DEL NERO)
Philippe CASTILLO, (représenté par Michel THUILIER)
Benoît ADET, (représenté par Dominique RIGHI)
Christian BERCOVICI, (représenté par Claudie CARTEREAU-ZUNINO)

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>

OBJET : Partenariat avec la maison de l'emploi Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de la stratégie d'insertion de clauses sociales dans les marchés publics

Monsieur le Maire, informe l'assemblée que dans le cadre des objectifs de la politique de cohésion sociale, la commune d'Ollioules entend faire en sorte, que dans le respect du code de la commande publique, sa stratégie d'achat puisse favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

La collectivité fixera dans le cahier des charges de certains marchés publics choisis en fonction de leur objet, de leur durée, de leur montant ou de leur localisation, des conditions d'exécution permettant de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, et ce, en application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique.

L'utilisation de la clause d'insertion permettra de favoriser le rapprochement qui doit s'opérer entre les structures d'insertion par l'activité économique et les entreprises du secteur privé, dans l'intérêt des personnes engagées dans un parcours d'insertion. Elle permettra également de répondre au besoin de main-d'œuvre des entreprises qui connaissent dans certains secteurs des difficultés de recrutement.

Dans le prolongement de cette démarche, la commune d'OLLIOULES prendra en compte la possibilité offerte par l'article L2152-7 du Code de la Commande Publique, d'utiliser parmi les critères d'attribution d'un marché, les performances de l'entreprise en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Monsieur le Maire précise que dans le cadre de son activité, la maison de l'emploi développe le suivi des clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics passés par les donneurs d'ordre du territoire. Ce dispositif est cofinancé par le Fonds Sociale Européen, le Conseil Départemental et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ce service centralisé offre à tous les acteurs du territoire (entreprises et personnes en insertion, acteurs de l'emploi et de l'insertion), quel que soit le maître d'ouvrage, un interlocuteur unique dans une logique de construction de parcours d'insertion et de pérennisation des emplois.

Afin de faciliter la mise en œuvre, le suivi et le contrôle d'exécution de ces clauses d'insertion, la ville d'OLLIOULES s'appuiera sur le dispositif mis en place sur le territoire, et travaillera en partenariat avec la :

MAISON DE L'EMPLOI TPM / PLIE PM
« La Bastide Verte » - Bât. B – 1041 Avenue de Draguignan
83130 LA GARDE

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer une convention de coopération avec la maison de l'emploi TPM/PLIE PM et tous les documents afférents.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

